



Assemblée générale

Soixante-huitième session

Documents officiels

Première Commission

12^e séanceLundi, 21 octobre 2013, à 10 heures
New York

Président : M. Dabbashi (Libye)

*La séance est ouverte à 10 h 10.***Points 89 à 107 de l'ordre du jour (suite)****Examen thématique des questions à l'ordre du jour et présentation et examen de tous les projets de résolution présentés au titre des points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale**

Le Président (*parle en arabe*) : Au nom de la Commission, je voudrais souhaiter chaleureusement la bienvenue à M. Kim Won-soo, Sous-Secrétaire général, Conseiller spécial du Secrétaire général pour le changement, qui aura un échange de vues avec la Commission aujourd'hui sur le rapport du Secrétaire général intitulé « Services de recherche, de formation et de bibliothèque » (A/68/485).

Les membres se souviendront que M. Kim a déjà fait des exposés à la Commission sur cette question à trois reprises – le 1^{er} novembre 2012 (voir A/C.1/67/PV.17), le 30 janvier 2013 et le 26 juillet 2013. L'échange d'aujourd'hui, comme les précédents, souligne l'importance de cette question pour les travaux de la Première Commission, en particulier en ce qui concerne le rôle de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.

Je donne maintenant la parole à M. Kim.

M. Kim Won-soo (*parle en anglais*) : Comme vient de le dire l'Ambassadeur Dabbashi, il s'agit de mon quatrième échange de vues avec la Première Commission sur l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) et la question plus générale de l'intégration des fonctions ayant trait au savoir. J'apprécie toujours l'occasion de dialoguer avec la Première Commission. De fait, c'est le seul organe intergouvernemental qui m'invite si fréquemment, et j'ai beaucoup appris de cet exercice.

Notre objectif est d'expliquer la logique de notre pensée, même si je suis certain que tous les représentants auront lu notre proposition, qui a été présentée en septembre. Nous avons aujourd'hui quelques problèmes techniques, ce qui montre à quel point il est difficile de faire des économies de papier et d'organiser nos réunions en recourant de plus en plus à la technologie. Nos collègues s'efforcent en ce moment même de régler ces problèmes techniques afin que nous puissions montrer un diaporama. Dans l'intervalle, je vais tenter d'expliquer la teneur de notre proposition.

Premièrement, je tiens à souligner qu'après avoir pris connaissance des commentaires, des préoccupations et de l'intérêt exprimés par la grande majorité des membres de la Première Commission – il me semble que le consensus est presque absolu, ce que nous accueillons positivement au Secrétariat –, nous avons

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

13-52298(F)



Document adapté

Merci de recycler



élaboré un plan de consolidation qui ne prévoit aucun changement en ce qui concerne l'UNIDIR. Cela signifie que la structure de gouvernance de l'UNIDIR et son Conseil d'administration, qui est également le Conseil consultatif du Secrétaire général pour les questions de désarmement, conserveront toute leur autorité ainsi que leurs fonctions de surveillance et de contrôle des activités de l'UNIDIR. La structure institutionnelle de l'UNIDIR et son mandat ne changeront pas.

Nous proposons de réorganiser les autres fonctions ayant trait au savoir, notamment les services de formation et de bibliothèque. Nous suggérons deux niveaux d'intégration des services de formation et de bibliothèque, qui sont davantage prêts à être intégrés, tout en maintenant les fonctions de recherche remplies par les quatre instituts de recherche, dont l'UNIDIR. Nous allons conserver intact le cloisonnement institutionnel entre ces institutions, et aucun changement ne sera proposé.

Notre proposition consiste surtout désormais à mieux organiser les services de bibliothèque et ayant trait au savoir. Ils fourniront un service à sens unique aux instituts de recherche, car nous devons mieux organiser la gestion du savoir. Cela signifie que le savoir doit être produit par les instituts de recherche, pour être ensuite injecté dans les formations et les bibliothèques au profit du dispositif de formation. Il sera également conservé et disséminé par le système de bibliothèques. En retour, ces services de formation et de bibliothèque intégrés fourniront un service plus efficace aux instituts de recherche. Tous les instituts de recherche, notamment l'UNIDIR, ont beaucoup à gagner de l'amélioration de la gestion du savoir à l'échelle du Secrétariat, qui nous permettra d'être mieux mesure de répondre aux exigences croissantes des États Membres et des autres parties prenantes en cette ère de l'information.

Je montrerai tout à l'heure, images à l'appui, la manière dont l'intégration de la gestion du savoir bénéficiera à l'UNIDIR. Nous espérons que cette proposition permettra à chacun de tirer profit des synergies qui seront créées entre les deux fonctions.

Dans le cadre de nos consultations avec les États Membres, notamment avec la Première et la Cinquième Commissions cet automne, nous demandons à l'Assemblée générale d'élaborer des directives concernant l'orientation générale de cet exercice. En fonction de la décision qui sera prise, nous élaborerons, à l'automne prochain, un plan plus détaillé sur la manière d'intégrer les services de formation et de bibliothèque.

Nous solliciterons ensuite l'avis et les décisions des États Membres concernant ce plan et, sur cette base, nous commencerons par intégrer la formation et les bibliothèques. Dans l'intervalle, nous allons améliorer le mécanisme de coordination entre les instituts de recherche afin que d'ici fin à 2015, soit dans deux ans, un plan de transition pour ces trois domaines fonctionnels du service de diffusion des savoirs soit mis au point. Je vais maintenant aborder rapidement la partie technique.

La première diapositive montre comment les consultations ont évolué jusqu'à présent et la manière dont elles vont se poursuivre jusqu'à décembre 2013. Elle reprend les contacts que j'ai eus avec les États Membres, principalement avec la Première Commission, la résolution du Conseil économique et social adoptée en juillet, et le rapport qui a ensuite été présenté. Je prends la parole aujourd'hui devant la Première Commission avant de rencontrer les membres de la Cinquième Commission en novembre, dans l'optique que les États Membres puissent examiner le rapport dans son intégralité en décembre.

La diapositive suivante montre où nous en sommes en ce qui concerne les sept entités concernées. Elles sont toutes très différentes les unes des autres, sans lien ni connexion et évoluent dans leurs propres sphères alors que toutes remplissent une, deux voire trois fonctions ayant trait au savoir. S'agissant des bibliothèques, nous intégrerons les deux plus grandes bibliothèques, à savoir la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, à New York, et la Bibliothèque de l'Office des Nations Unies à Genève.

Pour ce qui est des services de formation, nous intégrerons les fonctions de formation remplies par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), à l'intention des représentants, et la fonction de formation de l'École des cadres, à l'intention du personnel. Nous intégrerons d'abord les deux principales fonctions de formation.

Dans le domaine de la recherche, il y aura quatre instituts de recherche, qui seront séparés par un cloisonnement institutionnel afin que rien dans leur structure institutionnelle, de supervision, de contrôle ou de financement actuelle ne soit modifié. Les flèches violettes montrent la manière dont nous prévoyons d'organiser de manière plus rationnelle les sept entités ayant trait au savoir.

Les savoirs produits par quatre institutions de recherche enrichiront la formation en étant intégrés à l'apprentissage et à la formation des représentants et

du personnel, et seront intégrés à la bibliothèque pour un meilleur archivage et une meilleure diffusion. Cette formation mieux organisée, relative à l'utilisation des savoirs et à leur archivage et diffusion, permettra aux institutions de recherche d'avoir accès à de meilleurs services. Nous essayons de créer un cycle vertueux de la gestion du savoir.

Les trois cercles concentriques de cette diapositive montrent l'approche que nous adopterons pour améliorer la coordination au sein du réseau de recherche. Les quatre institutions existantes constitueront le cœur du réseau de recherche au Secrétariat. Ce cœur améliorera les relations et le mode de fonctionnement avec les autres structures de recherche des Nations Unies, notamment le réseau de l'Université des Nations Unies. Ce réseau a également une portée mondiale, mais nous ne proposons pas de l'intégrer au cœur du réseau de recherche en raison de sa double gouvernance : il relève non seulement de l'ONU mais aussi de l'UNESCO. Le troisième cercle concentrique montre que, avec ce réseau amélioré, nous établirons de meilleurs échanges avec d'autres réseaux en dehors du système des Nations Unies.

S'agissant de formation et d'apprentissage, comme je l'ai dit, la formation du personnel et la formation des représentants seront regroupées à Turin, en Italie. Le Directeur de la formation sera basé à Turin et sera placé sous la responsabilité directe du Sous-Secrétaire général à Genève, et un organe directeur sera reconfiguré en s'inspirant de l'actuel Conseil d'administration de l'UNITAR. Le deuxième cercle concentrique montre que ce service de formation intégré du Secrétariat aura de meilleures relations de travail avec les capacités de formation existantes au Secrétariat et, à terme, avec les capacités de formation extérieures au système des Nations Unies.

Concernant les services de bibliothèque, les deux plus grandes bibliothèques seront intégrées dans le cadre d'une structure unifiée – toutefois, chacune conservera son nom étant donné qu'elles doivent continuer d'assurer d'autres fonctions sur place. Nous intégrerons par la suite les autres bibliothèques qui existent dans tous les lieux d'affectation, plus particulièrement dans toutes les commissions régionales et, à terme, toutes les bibliothèques de chaque institution spécialisée du système des Nations Unies.

Nous essayons ainsi de renforcer les liens au sein du réseau de recherche, y compris l'UNIDIR, pour renforcer ses liens avec les organes intergouvernementaux. Le meilleur exemple, que nous

recommandons aux autres institutions de recherche de suivre, est celui de l'UNIDIR et de sa relation avec la Première Commission et la Conférence du désarmement.

Contrairement à l'UNIDIR, les autres institutions de recherche n'ont pas de liens solides avec les États Membres, ni avec les départements organiques de l'ONU. Dans le cas de l'UNIDIR, ces liens sont établis avec le Bureau des affaires de désarmement, mais dans d'autres institutions de recherche les liens avec les départements organiques sont également ténus. Nous tentons de renforcer ces deux relations essentielles. Cela aboutira par la suite à des capacités de recherche accrues dans toutes les institutions de recherche participant à ce réseau. Ensuite, le service de formation intégré et le service de bibliothèque intégré aideront ces institutions de recherche à mieux gérer les savoirs qu'elles produisent. Il est également probable qu'elles tirent avantage des nombreuses autres synergies qui seront créées. Nous espérons que cela leur permettra également d'obtenir plus de financements de la part des donateurs, car ceux-ci se rendront compte que l'ONU a renforcé sa capacité de recherche, de formation et d'archivage et de diffusion du savoir.

J'ai brièvement mentionné le calendrier. En décembre, nous espérons que les États Membres seront nombreux à examiner et encadrer la direction globale concernant la formation et les services de bibliothèque, domaines dans lesquels nous devons proposer un ensemble de changements institutionnels.

Nous ne demanderons pas aux États Membres de prendre une quelconque décision dans le domaine de la recherche car nous allons débattre avec les institutions de recherche de ce qui servirait le mieux leurs intérêts pour améliorer les mécanismes de coordination de leurs activités et débattre aussi de la manière dont elles établiront des liens avec d'autres éléments des services liés au savoir sans apporter un quelconque changement institutionnel. En nous appuyant sur ces directives, nous travaillerons avec les sept institutions pendant les deux années à venir pour déterminer quel est le meilleur plan de transition afin de pouvoir achever la première phase de notre intégration d'ici à deux ans.

Je m'arrêterai là et c'est avec grand plaisir que je répondrai à toute question.

Le Président (parle en arabe) : Je remercie M. Kim de sa déclaration et des informations qu'il nous a fournies.

Conformément aux méthodes de travail de la Commission, je vais à présent suspendre la séance pour permettre à la Commission d'avoir un débat interactif dans le cadre informel d'une séance de questions-réponses.

La séance, suspendue à 10 h 25, est reprise à 11 h 25.

Le Président (*parle en arabe*) : Avant d'entendre les orateurs restants au titre du groupe 1, « Armes nucléaires », la Commission entendra les échanges de vues sur le groupe 7, « Mécanisme de désarmement », afin de libérer les participants qui doivent repartir aujourd'hui dans leur lieu d'affectation.

J'ai donc le plaisir de souhaiter la bienvenue aux membres du groupe de travail chargés d'examiner le groupe 7, à savoir, S. E. l'Ambassadrice Patricia O'Brien, de l'Irlande, Présidente de la Conférence du désarmement; S. E. l'Ambassadeur Christopher Grima, de Malte, Président de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies; M. Desmond Bowen, du Royaume-Uni, Président du Conseil consultatif pour les questions de désarmement du Secrétaire général; et M^{me} Theresa Hitchens, Directrice de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.

Après avoir donné la parole aux membres du groupe de travail, nous passerons à un mode de discussion informel afin que les délégations puissent faire des observations et poser des questions.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadrice O'Brien.

M^{me} O'Brien (Irlande), Présidente de la Conférence du désarmement (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, ainsi que le Bureau de la Haut-Représentante pour les affaires de désarmement, M^{me} Angela Kane, de m'avoir conviée à participer aux débats de ce groupe de travail sur les activités de la Conférence du désarmement à la session de 2013, comme cela est énoncé dans son rapport. Je voudrais dire également, à titre national, que c'est un honneur pour l'Irlande de présider la Conférence du désarmement, organe dont la contribution à la paix et à la sécurité internationales par la négociation d'instruments multilatéraux de désarmement est sans précédent.

L'Irlande, qui a assumé la présidence de la Conférence le 19 août, est le sixième Président pour l'année 2013. Je tiens à remercier, au nom de l'Irlande, ceux qui m'ont précédée cette année : la Hongrie,

l'Inde, l'Indonésie, l'Iran et l'Iraq. Dans le cadre de l'arrangement appelé « P-6 », la coopération entre les six Présidents pendant la session de 2013 a été excellente. En tant que sixième Président de la session annuelle de la Conférence, l'une des tâches principales confiées à l'Irlande a été la préparation du rapport annuel de la Conférence à l'Assemblée générale (A/68/27). Je tiens à exprimer mon appréciation à tous les membres de la Conférence pour leur esprit de collaboration et de coopération qui nous a permis d'adopter le rapport par consensus et rapidement.

Comme mes collègues l'auront lu dans le rapport, le Secrétaire général de l'ONU a transmis à la première réunion plénière de la Conférence en 2013 un message où il rappelle le rôle central de la Conférence, tant dans les négociations sur le désarmement que dans le renforcement de l'état de droit dans le domaine du désarmement mondial. Il a également appelé les États à faire en sorte que la Conférence assume ses responsabilités et reprenne sans délais des négociations de fond.

L'une des responsabilités principales du Président de la Conférence, en vertu de l'article 29 du règlement intérieur, est de rédiger, avec l'aide du Secrétaire général de la Conférence, un programme de travail à soumettre à l'examen de la Conférence. L'année dernière, dans la résolution sur le rapport annuel de la Conférence (résolution 67/72), l'Assemblée avait demandé à la Conférence d'intensifier ses consultations et d'examiner les possibilités de mettre fin à son impasse actuelle, vieille de plus d'une décennie, en adoptant et en mettant en œuvre au plus tôt pendant la session de 2013 un programme de travail complet et équilibré.

Comme le rapport de la Conférence l'indique clairement, 2013 a été le théâtre d'efforts particulièrement soutenus menés par les Présidents en vue de convenir d'un programme de travail qui permette à la Conférence de se remettre à la tâche envisagée pour elle par la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, à savoir la négociation d'accords multilatéraux de désarmement. Ces efforts portaient notamment sur la rédaction de trois programmes de travail sur lesquels, malheureusement, il n'y a pas eu consensus. C'est signalé dans le rapport. Les autres efforts des Présidents ont consisté notamment à tenir des consultations intensives et approfondies et à organiser des séminaires.

Comme le note le rapport, malgré ces efforts, la Conférence n'est pas parvenue à convenir d'un

programme de travail et à commencer ses travaux de fond durant sa session de 2013. Le 16 août, la Conférence a décidé de créer un groupe de travail informel chargé de rédiger un programme de travail substantiel dont la mise en œuvre serait progressive. Cette décision a été adoptée grâce aux efforts importants consentis par l'Ambassadeur Mohammad Sabir Ismaïl, de l'Iraq, et a été inspirée par les observations de S. E. M. Kassym-Jomart Tokayev, Secrétaire général de la Conférence et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU. L'Ambassadeur Luis Gallegos Chiriboga, de l'Équateur et l'Ambassadeur Peter Richard Woolcott, de l'Australie ont été nommés Coprésident et Vice-Coprésident du groupe qui s'est réuni à trois occasions pendant la présidence irlandaise. Le 10 septembre, l'Ambassadeur Gallegos Chiriboga a présenté oralement un rapport à la Conférence.

En ma qualité de Présidente, je suis très consciente des tâches qui me sont confiées par le règlement intérieur de la Conférence, y compris l'établissement du projet de rapport de la Conférence et la présentation de la résolution sur le rapport à l'Assemblée générale. Ces tâches incluent également la responsabilité confiée à chaque Président de rédiger un programme de travail pour la Conférence. Comme les années précédentes, à la conclusion de la session annuelle de la Conférence, cette dernière a demandé au Président en exercice et au nouveau Président de tenir des consultations pendant l'intersession. J'attends avec intérêt de consulter les délégations au cours des mois à venir afin de connaître leurs vues sur les éléments éventuels d'un programme de travail pour la Conférence. Ce faisant, je travaillerai en étroite collaboration avec le nouveau Président, Israël. Je suis également impatiente de travailler en étroite coopération avec les Ambassadeurs Chiriboga et Woolcott au cas où ils décideraient de tenir des consultations informelles sur la question du programme de travail de la Conférence pour la période à venir.

Outre les efforts intensifs déployés pour parvenir à un consensus sur un programme de travail, la Conférence a également tenu des débats sur les questions centrales inscrites à son ordre du jour, ainsi que sur le thème important de la revitalisation de la Conférence. Ces débats ont été l'occasion pour les délégations de faire connaître leurs positions nationales sur ces questions.

Le travail de finalisation du rapport annuel de la Conférence cette année a été mené par ma délégation et, avec la coopération et les contributions constructives de

tous mes collègues à Genève, a fait rapidement l'objet d'un accord. J'estime que ce rapport présente un tableau juste, précis et équilibré des activités de la Conférence en 2013.

Si c'est aux représentants des États qu'il incombe de négocier des instruments multilatéraux, ils sont considérablement aidés dans cette tâche par l'expertise de nos partenaires qui ne représentent pas des États mais qui partagent notre objectif commun en faveur du désarmement. À cet égard, je tiens à remercier l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement pour la contribution apportée par ses activités de recherche et d'analyse. Pendant toute la durée de la session de 2013 de la Conférence, les délégations se sont également félicitées de la coopération entre la société civile et la Conférence elle-même.

Je souhaite également faire savoir que ma délégation apprécie le travail réalisé par l'équipe, petite mais dévouée, qui compose le secrétariat de la Conférence. Ce n'est peut-être que lorsqu'une délégation assume la présidence de la Conférence que l'ampleur de sa contribution à nos travaux devient apparente.

Lors de l'allocution qu'il a faite à la Conférence le 18 juin, le Secrétaire général, M. Tokayev, a présenté deux nouvelles propositions à la Conférence et au groupe de travail informel, à savoir, la création d'un organe subsidiaire chargé d'examiner et de faire des propositions sur l'amélioration des méthodes de travail de la Conférence, et la nomination d'un coordonnateur spécial chargé d'examiner et de faire des recommandations sur l'élargissement de la Conférence et le rôle de la société civile. Ma délégation forme l'espoir que la Conférence examinera ces idées en 2014. Les conseils, les idées et les suggestions avancés par le Secrétaire général, M. Tokayev, au cours de son mandat sont l'illustration de son dévouement continu à la Conférence. Je tiens à le remercier pour son leadership et lui souhaite plein succès dans ses nouvelles responsabilités.

Alors que nous attendons avec intérêt la session de 2014 de la Conférence, je crois que nous avons des raisons d'être optimistes. Mais, pour que cet optimisme se traduise en résultats positifs, il faudra que chaque membre de la Conférence envisage toutes les options possibles, voire fasse preuve d'esprit d'innovation, afin de formuler un programme de travail qui permette à la Conférence de reprendre son travail de fond qui est la négociation d'accords multilatéraux de désarmement. Comme l'indique le projet de résolution sur le rapport de la Conférence, plusieurs questions urgentes et

importantes inscrites à l'ordre du jour de la Conférence doivent être négociées en vue de réaliser les objectifs de désarmement. La contribution de la Conférence au renforcement de l'état de droit dans le domaine du désarmement est indéniable, mais la Conférence ne peut pas continuer à se reposer sur ses lauriers. Il est urgent de renforcer le bilan impressionnant qu'elle a déjà réalisé.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadrice O'Brien pour sa déclaration.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Grima.

M. Grima (Malte), Président de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies (*parle en anglais*) : Je tiens d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que la Haut-Représentante pour les affaires de désarmement, M^{me} Angela Kane, de m'avoir invité à participer à cette table ronde en ma qualité de Président de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies pour 2013.

C'est pour moi un honneur que de prendre la parole devant la Commission aujourd'hui sur les travaux de la session de fond de 2013 et de lui communiquer quelques réflexions tirées à titre personnel du point de vue de la présidence.

La session de fond de la Commission du désarmement s'est réunie en avril pour la deuxième année de son cycle triennal. La Commission a poursuivi l'examen au sein des Groupes de travail I et II des deux points de l'ordre du jour adoptés en 2012, à savoir « Recommandations en vue de réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires » et « Mesures de confiance concrètes dans le domaine des armes classiques ». Les deux Groupes de travail ont eu un débat constructif. De façon générale, j'estime que la Commission peut être modérément satisfaite de ce qu'elle a réussi à obtenir au cours de la session. Pour la première fois depuis 2006, la Commission a convenu de reconduire à la troisième et dernière année du cycle trois documents de travail de la présidence, qui devraient constituer le point de départ de nouveaux travaux à cet égard l'année prochaine.

Comme l'indique clairement le rapport de la Commission (A/68/42), les documents de travail demeurent la responsabilité des présidents du Groupe de travail et ne portent nullement préjudice aux positions des délégations ni n'en préjugent en aucune façon. À cet égard, j'aimerais saisir cette occasion pour remercier les

Présidents des deux Groupes de travail, l'Ambassadeur Naif Bin Bandar AlSudairy, de l'Arabie Saoudite, et M. Knut Langeland, de la Norvège, ainsi que tous les membres du Bureau, de leur remarquable travail durant ces trois semaines.

À l'évidence, il reste encore beaucoup de travail à faire si la Commission veut s'entendre sur des recommandations avant la fin de sa prochaine session de fond. Je pense, cependant, que la Commission a fait ce qui était attendu d'elle dans la deuxième année de son cycle triennal, qui doit poser les jalons de la troisième et dernière année. Cela m'amène à ce que fait la Commission dans un sens plus large et à quelques réflexions personnelles sur la façon dont elle pourrait le faire mieux.

La Commission du désarmement a été créée aux fins de délibérer au niveau intergouvernemental et de faire des recommandations. La Commission a un rôle double, qui est de délibérer et d'adopter des recommandations. Indubitablement, l'adoption de recommandations demeure au cœur même du mandat de la Commission. J'avancerais toutefois que sa fonction de délibération sert également un objectif important et que nous ne devrions pas être si prompts à écarter l'importance de la Commission sur le plan de la délibération.

La Commission du désarmement fournit une enceinte unique pour la tenue de débats francs et ouverts sur certaines des questions les plus pressantes du programme de désarmement. La Commission continue de représenter un vecteur utile par lequel les délégations peuvent mieux comprendre la position de chacune, tout en renforçant la confiance entre elles. Comme je l'ai fait observer dans ma déclaration de clôture, la Commission, du fait de son caractère universel lié au contexte ouvert et souvent officieux dans lequel elle fonctionne, peut utilement servir de laboratoire d'idées, de caisse de résonance aux initiatives et de centres d'échanges de propositions qui peuvent être ensuite travaillées et développées dans d'autres enceintes de désarmement. En défense, par conséquent, de la Commission du désarmement, même lorsqu'elle est incapable d'adopter des recommandations spécifiques, aussi regrettable que cela soit, j'estime que par sa fonction de délibération elle peut jouer un rôle constructif pour faire avancer le programme de désarmement.

Compte tenu de la complexité croissante de l'environnement international dans lequel nous opérons, je pense que, faute d'adapter la façon dont elle

conduit ses affaires, la Commission du désarmement sera bien en peine de donner les résultats qu'on attend d'elle sur l'autre volet de son mandat, sous la forme des recommandations convenues. Il convient de trouver de meilleurs moyens d'enregistrer et de maintenir des progrès même limités. Comme je l'ai déjà fait observer à la Commission elle-même, je pense que son incapacité de convenir de recommandations découle en partie de l'absence d'objectif commun, ce qui explique pourquoi je pense que la Commission aurait grandement à gagner d'un programme plus resserré et plus ciblé. Une proposition de la Norvège tendant à ce que la Première Commission charge la Commission du désarmement d'examiner des sujets clairement définis mérite d'être étudiée plus attentivement.

Avant de terminer, je voudrais présenter brièvement, au nom de tous les membres du Bureau, le projet de résolution A/C.1/68/L.5, intitulé « Rapport de la Commission du désarmement ». Ainsi que les membres le savent, le projet de résolution, qui est une version actualisée de la résolution adoptée à la soixante-septième session (résolution 67/71), recommande, au paragraphe 7, que la Commission poursuive son examen des points de fond à sa session de fond de 2014. Les dates de la session de 2014 énoncées au paragraphe 8 tiennent compte de la décision du Comité des conférences. Comme elle l'a fait pour les résolutions analogues au cours des années précédentes, je forme le vœu que l'Assemblée générale adoptera ce projet de résolution par consensus.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie l'Ambassadeur Grima de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole à M. Bowen.

M. Bowen (*parle en anglais*) : Je suis reconnaissant de cette occasion qui m'est donnée de prendre la parole en ma qualité de Président du Conseil consultatif du Secrétaire général qui, comme les membres le savent, est également constitué en Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR). Je remercie le Président et la Haut-Représentante pour les affaires de désarmement de l'invitation qu'ils m'ont adressée pour la séance d'aujourd'hui.

Cette année, le Conseil consultatif pour les questions de désarmement a été renouvelé puisque 10 de ses membres sur 15 étaient de nouveaux membres. Ce processus de renouvellement est tout à fait à saluer, tout comme le changement qui en est résulté au niveau de

l'équilibre entre régions. Il a, en revanche, impliqué un apprentissage relativement intense de la part des membres du Conseil et une réaffirmation de l'indépendance, de l'expertise et surtout du caractère non gouvernemental du Conseil. C'est un aspect important de l'apport du Conseil consultatif dans ce domaine.

La Commission aura bien sûr vu le rapport présenté à l'Assemblée générale par le Secrétaire général le 26 juillet. Les sujets alloués au Conseil par le Secrétaire général étaient les relations entre les zones exemptes d'armes nucléaires dans l'optique de la sécurité régionale et mondiale, et, deuxièmement, les incidences des technologies naissantes sur le désarmement et la sécurité. Je reviendrai sur ce point de façon un peu plus détaillée dans un moment, mais je voudrais également dire que notre réunion du Conseil d'administration de l'UNIDIR visait à faire un bilan du programme de travail de l'Institut lui-même et à appréhender les propositions de réforme sur lesquelles nous avons été informés pour la première fois, au Conseil d'administration, en mars, et consultés par écrit en juillet.

Nous avons également institué, au sein du Conseil d'administration, un processus de recrutement aux fins de recruter un nouveau directeur pour la fin de 2014, période de l'échéance du mandat du Directeur actuel. Nous avons également recommandé, comme de coutume, le maintien de la subvention prélevée sur le budget ordinaire de l'ONU, dont le niveau actuel est considéré comme insuffisant par le Conseil d'administration, qui a par conséquent continué de faire des recommandations aux fins de son augmentation. Les membres savent que les fonds provenant du budget ordinaire de l'ONU atteignent moins de 10 % des dépenses totales de l'UNIDIR.

Je vais maintenant aborder brièvement les grandes lignes des deux questions de fond, les zones exemptes d'armes nucléaires et les technologies naissantes, puis dirai quelques mots sur le rôle qui est le nôtre au sein du Conseil d'administration.

Concernant les zones exemptes d'armes nucléaires, il est manifeste que davantage de travail doit être fait pour tirer les enseignements permettant d'appliquer des pratiques optimales. L'idée a été formulée qu'il faudrait qu'existe un cadre permettant une interaction plus importante entre les zones et ceux qui les appuient, non seulement sur une base gouvernementale, mais également au sein de la société civile et des cellules de réflexion concernées. On a réfléchi à la nécessité de créer de nouvelles zones et d'intensifier les efforts de

promotion de la Zone d'Asie du Nord-Est, avec, peut-être, davantage d'activités au niveau régional.

Des problèmes ont également été soulevés en ce qui concerne. Dans ce contexte, les questions relatives aux États dotés d'armes nucléaires ont également été évoquées, notamment la nécessité pour ces États de signer les protocoles associés aux zones exemptes d'armes nucléaires. Il convient aussi de signaler qu'il a été rappelé au sein du Conseil consultatif qu'il existe d'autres détenteurs d'armes nucléaires qui devraient repenser leur relation officielle avec les zones exemptes d'armes nucléaires.

L'absence de progrès concernant la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive a particulièrement retenu l'attention. Le sentiment a été que c'était peut-être là l'occasion pour le Secrétaire général de jouer un rôle, dans le cadre d'une réunion préparatoire, pour tenter de préserver la dynamique. Bien entendu, cette vision pour le Moyen-Orient et l'accord issu de la Conférence des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ont été réaffirmés.

J'en viens maintenant aux technologies émergentes et à la question de leurs incidences sur le désarmement et la sécurité. Nous avons trouvé cette question particulièrement difficile et compliquée et avons été frappés par le manque de compréhension que nous – comme d'autres, je crois – avons de l'influence de la technologie sur la sécurité et des possibilités qu'elle peut offrir pour l'action en faveur du désarmement et de la maîtrise des armements.

Dans tous les cas, le Conseil est pleinement conscient que les nouvelles technologies ont des ramifications militaires mais également de vastes applications civiles. Les bienfaits peuvent être gigantesques, mais il y a aussi des risques. Entre autres risques, nous nous sommes penchés sur les dimensions juridiques, humanitaires et politiques de systèmes d'armes qui sont de plus en plus capables de fonctionner de manière autonome. Dans ce contexte, il nous a été très utile d'envisager la question par catégories : une catégorie où « l'être humain est dans le circuit », c'est-à-dire qu'il a le contrôle; une catégorie où « l'être humain est sur le circuit », c'est-à-dire qu'il assure la supervision du système et a le pouvoir de décision finale; et une catégorie correspondant à un avenir où « l'être humain sera hors circuit », c'est-à-dire où des systèmes d'armes seront capables de fonctionner de manière autonome dirigés par des algorithmes.

Cela pose toute une panoplie de questions. Mais le sentiment du Conseil est que le plus important pour l'heure est d'approfondir le travail et la réflexion et d'avancer en s'appuyant sur de nouvelles études, afin d'examiner les avantages qu'il y aurait pour le désarmement et la maîtrise des armements à creuser davantage certaines idées. Selon nous, la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination pourrait constituer le forum opportun à cet égard, même si naturellement ce n'est pas seul. Il s'agit d'un domaine où l'ONU a la possibilité d'agir et de se saisir de la question de façon préventive, plutôt que de devoir subir les événements, comme cela fut le cas par exemple des armes à sous-munitions.

Je passe maintenant au rôle du Conseil consultatif en tant que Conseil d'administration de l'UNIDIR. C'est d'une certaine manière la question qui nous a préoccupés le plus. Nous avons pris connaissance de la proposition de réforme dévoilée dans le rapport du Secrétaire général en date du 26 septembre (A/68/485), et naturellement le Conseil a entendu, ce matin même, l'exposé du Sous-Secrétaire général, M. Kim Won-soo. Il s'agit de recommandations sur lesquelles les États Membres doivent encore se prononcer.

Comme je l'ai dit, le Conseil a été consulté à une occasion, sur un projet de document présenté en juillet, et a entendu des exposés en mars et en juin ainsi que la semaine dernière, pour le dernier en date, même si tous les membres du Conseil n'étaient pas présents. Le Conseil considère clairement que la réforme du Secrétariat et de son fonctionnement afin de gagner en efficacité et en efficience est une bonne chose. Mais en tant que Conseil d'administration de l'UNIDIR, notre critère pour l'examen de cette question a été de déterminer si grâce à la réforme envisagée le travail réalisé par l'UNIDIR sera meilleur. On sait qu'à l'heure actuelle, l'UNIDIR a du mal à joindre les deux bouts, nonobstant il fournit des produits et des services de très haute qualité à la communauté du désarmement et aux États Membres. J'ai été très heureux d'entendre aujourd'hui, durant notre échange informel, plusieurs délégations rendre hommage à l'UNIDIR. L'UNIDIR a sans nul doute besoin d'un meilleur appui administratif et financier pour faciliter son travail et son apport, mais le Conseil d'administration n'est pas persuadé que la proposition qui est actuellement sur la table rendra l'UNIDIR plus performant. De fait, le Conseil d'administration craint

qu'un certain nombre de risques importants n'aient pas été pleinement examinés ou dévoilés.

Tout le monde le sait, l'UNIDIR est né de la première session extraordinaire que l'Assemblée générale a consacré au désarmement. Son statut, qui a été approuvé par l'Assemblée générale, prévoit qu'il fonctionne de manière autonome et que ses recherches sont indépendantes. C'est précisément de ces deux principes qu'il tire sa force et sa valeur. La proposition qui est envisagée stipule que ces deux principes seront préservés, ce dont nous nous félicitons. Et j'ai entendu ce matin, M. Kim Won-soo confirmer qu'il n'y aura aucun changement dans ces principes et leur application.

Mais, parallèlement à ces assurances qui nous sont données, il faut avoir conscience du fait qu'il s'agit d'un projet de consolidation et de transformation, dirigé par un nouveau Sous-Secrétaire général, et qui prévoit également la mise en place d'un réseau de coordination de la recherche, dont fera partie l'UNIDIR. Le Conseil d'administration estime qu'il persiste une certaine contradiction à cet égard. Il est difficile de ne pas conclure que l'effet de cette réforme, voulu ou non et qui n'apparaîtra peut-être pas dans un premier temps mais à plus long terme, sera de modifier fondamentalement la mission de l'UNIDIR. C'est un aspect sur lequel il ne doit y avoir aucune ambiguïté.

J'en viens maintenant à la question du financement au moyen de contributions volontaires. Dans la mesure où l'Institut va continuer de devoir lever des fonds auprès des États Membres et d'autres entités, toute confusion quant à son statut particulier serait très dommageable à cet égard, tout comme le serait la nécessité éventuelle de consacrer une partie de ces fonds pour financer les dépenses de transition, dont le montant prévu s'élève à 640 000 dollars, et pour assurer le financement d'un pôle d'appui à la recherche. Le danger est bien réel que l'UNIDIR ne soit alors perçu comme faisant partie intégrante du Secrétariat, supervisé par un Sous-Secrétaire général, et perde son identité singulière d'institut de recherche indépendant ayant accès au mécanisme de désarmement des Nations Unies.

Pour l'UNIDIR, le seul lien opérationnel au sein du système des Nations Unies qui compte vraiment est celui qu'il entretient avec les personnes en charge de la paix et de la sécurité. Les liens fonctionnels en matière de recherche ne comptent pas tant que sa relation opérationnelle avec la Conférence du désarmement, le Bureau des affaires de désarmement les États

Membres qui participent intensément au mécanisme de désarmement, et au-delà les questions de vie ou de mort liées à la paix et à la sécurité mondiales. Le Conseil d'administration estime que l'avenir de l'UNIDIR est au sein de cette communauté et pas d'une structure consolidée rassemblant les services de recherche, de formation et de bibliothèque, qui n'apporte rien aux activités de coopération de l'UNIDIR, qui sont essentielles du point de vue opérationnel et du fonds. Je rappelle que M. Kim a salué la relation qu'entretient l'UNIDIR avec la Conférence du désarmement et les États Membres.

Dans toutes nos délibérations en tant que Conseil d'administration de l'UNIDIR, nous nous sommes efforcés d'améliorer la capacité de l'Institut d'agir en tant que centre d'excellence produisant un travail de très grande qualité et hautement apprécié. Au cours de cette brève présentation, j'ai essayé d'expliquer les risques importants que comporte, selon nous, le projet de réforme envisagé.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie M. Bowen de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Hitchens.

M^{me} Hitchens (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais vous féliciter pour votre élection à ce poste. Je voudrais également remercier la Haut-Représentante pour les affaires de désarmement de m'avoir invitée à prendre la parole aujourd'hui.

Une fois de plus, je me réjouis de cette occasion de prendre la parole devant la Commission pour lui donner une brève mise à jour des activités et de la situation de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) au cours de l'année écoulée. Comme beaucoup le savent, l'Institut a été créé à la suite de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement en tant qu'institut autonome doté d'un mandat de l'Assemblée générale. En vertu de notre statut, l'Institut est chargé de mener des recherches indépendantes, de faire des analyses et de conduire des activités éducatives afin de promouvoir une participation éclairée des États Membres aux efforts en faveur du désarmement, de la maîtrise des armements, de la paix et de la sécurité.

Au cours de l'année écoulée, l'Institut a bénéficié de circonstances favorables – vu que le climat s'est relativement détendu dans le domaine du désarmement et de la maîtrise des armements – mais a également dû faire face à de graves difficultés. En dépit de ces

difficultés, l'UNIDIR n'a pas failli à sa tâche de longue date, qui est de mettre à la disposition des États Membres des résultats de recherches et des analyses riches d'informations et utiles. Nous apprécions à leur juste valeur l'appui et les encouragements des États Membres en ce qui concerne les avantages qu'eux-mêmes et la communauté du désarmement dans son ensemble tirent de nos activités.

L'un des thèmes principaux de l'activité de l'Institut a trait au renforcement et à l'expansion de notre coopération en ce qui concerne les questions relatives à la paix et à la sécurité avec les autres membres de la famille des Nations Unies, les milieux universitaires et scientifiques et la société civile. Par exemple, nous sommes en train d'établir un cadre de coopération future avec nos collègues de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Nous avons tenu notre première réunion conjointe en février à La Haye pour mener une réflexion sur le changement d'orientation de la Convention sur les armes chimiques, qui met désormais l'accent sur la non-prolifération et l'avènement définitif d'un monde exempt d'armes chimiques. Je m'en voudrais de ne pas prendre un moment pour féliciter nos collègues de La Haye qui ont reçu le prix Nobel de la paix. Ils ont bien mérité cet honneur.

En outre, l'Institut a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les armes biologiques afin de trouver des moyens novateurs de promouvoir l'application de cette Convention et de renforcer la confiance, en mettant l'accent sur la notion d'évaluation par les pairs ainsi que sur la transparence et la confiance.

Au cours de l'année écoulée, l'Institut a également participé aux efforts du processus de partenariat mondial pour la non-prolifération des armes de destruction massive, à la demande des États membres de ce partenariat mondial. Dans le cadre de ce processus de partenariat global, nous nous attachons surtout à étudier les possibilités d'appuyer le Comité du Conseil de sécurité établi en vertu de la résolution 1540 (2001).

Un autre projet phare de l'UNIDIR, qui se poursuivra l'année prochaine, comporte notre collaboration directe avec le Groupe de travail interinstitutions sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration, qui compte 26 membres, pour élaborer une approche stratégique fondée sur des données factuelles en vue de concevoir les programmes des Nations Unies relatifs à la réintégration, ce qui devrait permettre d'améliorer les résultats sur le terrain.

Il s'agit là d'un excellent exemple de la façon dont l'UNIDIR peut jouer un rôle de multiplicateur de force au service des organismes qui œuvrent dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Grâce au climat plus optimiste qui a caractérisé le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires au cours des 12 derniers mois, l'UNIDIR a établi davantage de partenariats directs avec les États Membres pour créer une dynamique en faveur de l'action. Par exemple, l'Institut a joué un rôle de premier plan pour appuyer les efforts des États Membres visant à trouver des moyens de sortir la Conférence du désarmement de l'impasse dans laquelle elle se trouve, pour appuyer des échanges créatifs au sein du groupe de travail à composition non limitée sur le désarmement nucléaire, pour explorer, de manière globale, l'approche humanitaire du désarmement nucléaire et pour fournir les analyses nécessaires sur lesquelles se baseront les futures négociations sur les matières fissiles.

En outre, l'Institut continue de mettre l'accent sur les efforts visant à enrayer la prolifération des armes classiques, en particulier les armes légères et de petit calibre qui contribuent à l'instabilité et alimentent les conflits à travers le monde. Dès 2008, l'UNIDIR a déployé des efforts pour appuyer l'élaboration et, plus tard, la négociation, du Traité sur le commerce des armes. Après l'adoption du Traité en avril, nous entendons poursuivre nos efforts, en coopération avec nos partenaires au sein de la société civile et à l'appui des efforts consentis par nos amis et collègues du Bureau des affaires de désarmement en vue de l'application du Traité.

Un autre projet phare en cours est la mise au point d'un logiciel conçu pour aider les États Membres à s'acquitter de leurs engagements en matière de maîtrise des armes légères et de petit calibre en appliquant les normes internationales sur le contrôle des armes légères. Les Membres intéressés à voir une démonstration du fonctionnement de cet outil devraient assister à la manifestation que nous allons organiser pendant la pause-déjeuner dans la salle A. En étroite collaboration avec le Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères, l'Institut a achevé les essais du prototype de cet outil cette année. Tous les États Membres pourront se procurer cet outil au début de l'année prochaine.

Il devrait être clair que l'un des points forts du modèle opérationnel de l'UNIDIR est sa capacité à interagir directement avec ses clients qui travaillent dans

le domaine de la sécurité internationale de façon à jouer un rôle de multiplicateur de force. L'UNIDIR a toujours été une organisation de petite taille mais efficace, qui s'appuie sur un petit nombre de membres du personnel spécialisés, chargés de concrétiser la vision de l'Institut, sa gestion et ses opérations au jour le jour, et sur un vivier de chercheurs et d'analystes de haut niveau à qui nous confions notre travail de fond. Si l'Institut est soumis aux règles administratives et financières de l'ONU, en tant qu'organisation autonome elle est relativement exempte de contraintes bureaucratiques, ce qui lui permet de faire preuve de souplesse dans son fonctionnement.

Comme la plupart des Membres le savent, de nombreuses activités de l'UNIDIR sont financées exclusivement par des contributions volontaires. Par conséquent, je tiens tout d'abord à exprimer ma gratitude à tous les États Membres qui ont financé les activités de l'UNIDIR en cette période de difficultés financières. Nous voudrions également remercier les délégations qui, au cours de l'année écoulée, ont exprimé leur appui ferme et sans faille au statut autonome et indépendant de l'Institut et à nos travaux passés et présents. Nous nous réjouissons de savoir que la voix indépendante de l'Institut est très appréciée par ceux qui travaillent dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Nous sommes toujours déterminés à faire de notre mieux pour répondre aux besoins de tous les États Membres dans leurs activités relatives au désarmement et à la maîtrise des armements.

Cela dit, la conjoncture économique continue d'avoir une incidence négative sur l'Institut et son fonctionnement. Cette année, nous avons perdu un autre membre du personnel, et nous n'avons pas les fonds nécessaires pour le remplacer, ce qui a réduit notre capacité à mener à bien l'ensemble de nos projets, de nos travaux et de nos activités de sensibilisation. En particulier, suite à cette situation, nous avons dû arrêter la publication de notre revue trimestrielle Forum du désarmement, qui était le seul journal consacré aux questions de désarmement publié régulièrement par les Nations Unies – en français et en anglais.

Un facteur important qui explique les difficultés financières auxquelles se heurte l'Institut est la réorientation des modes de financement des gouvernements, qui désormais financent davantage des projets spécifiques au lieu de financer des institutions. Au cours de l'année écoulée, environ 82 % des fonds reçus par l'Institut étaient destinés aux activités de

projets spécifiques, souvent avec des stipulations limitant les montants pouvant être consacrés aux frais généraux ou aux activités du personnel de l'Institut. Cela a créé un décalage entre le souhait des États Membres de voir l'UNIDIR entreprendre de nouveaux projets et activités et la capacité de l'Institut à développer, gérer, évaluer et diffuser les résultats de ces projets et activités. L'UNIDIR reçoit une subvention très modeste au titre du budget ordinaire, qui depuis de nombreuses années ne finance qu'un seul poste, malgré les nombreuses résolutions adoptées par les États Membres et le Conseil d'administration appelant à son augmentation.

L'absence de fonds non affectés entraîne plusieurs problèmes au niveau du fonctionnement de l'Institut. De nombreux Membres m'ont déjà entendu déplorer notre incapacité à mener des activités de recherche et éducatives permettant une intervention rapide, car nous n'avons pas de fonds pour financer des activités qui ne sont pas liées à des projets spécifiques. Bien entendu, l'absence de ressources institutionnelles ou destinées à des programmes ambitieux signifie que dans le cadre de son programme, l'Institut n'accorde pas toujours l'attention voulue à certaines questions qui revêtent beaucoup d'importance pour certains États Membres. Je suis disposée à discuter à tout moment avec tout État membre en vue de trouver des solutions réalistes et novatrices à ce problème.

En outre, vu que l'Organisation des Nations Unies elle-même, au cours de l'année écoulée, s'est employée à effectuer des réformes indispensables à plusieurs niveaux, la conséquence imprévue de ces efforts a été qu'ils ont imposé un fardeau administratif très lourd aux petites organisations financées par des contributions volontaires. Malheureusement, de mon point de vue, il y a peu de chances que nos investissements assidus dans le processus de gestion du changement se traduisent par des rendements financiers ou un appui accru dont pourraient bénéficier les États Membres ou l'Institut. Malheureusement et paradoxalement, suite à cet état de choses, nous avons désormais moins de temps à consacrer à l'élaboration de projets de fond et aux activités de collecte de fonds, ce qui donne lieu à une énigme difficile à résoudre, en ce sens qu'un nombre réduit de projets signifie moins de revenus, ce qui à son tour signifie une capacité réduite d'entreprendre des travaux de fond indispensables. En fait, au cours de l'année écoulée, l'Institut a mené moins d'activités liées à des projets spécifiques que pendant toute autre période au cours de mon mandat de cinq ans, surtout en raison du fait que nos ressources humaines sont

débordées. De toute évidence, l'efficacité de l'Institut finira par en pâtir si l'on ne remédie pas à ce problème.

Néanmoins, l'UNIDIR reste déterminé à faire sa part pour faire avancer la cause du désarmement, de la non-prolifération, de la paix et de la sécurité. Une fois de plus, je remercie tous les membres de leur appui financier, dans le passé et à l'avenir. J'invite tous les États Membres à envisager de financer les activités de l'Institut, si peu que ce soit. Chaque centime compte, et nous nous engageons à continuer à faire le meilleur usage de ces centimes dans la mesure du possible pour répondre aux besoins de la communauté internationale.

Enfin, je tiens à rendre un hommage personnel au Conseil consultatif du Secrétaire général pour les questions de désarmement et au Conseil d'administration de l'UNIDIR pour les efforts concertés qu'ils ont déployés ces 12 derniers mois à l'appui de l'UNIDIR en cette période difficile, et je les remercie du soutien qu'ils m'ont apporté personnellement en ma qualité de Directrice. Leur dévouement et leur engagement sont sans aucun doute le signe d'une reconnaissance plus large du fait qu'un UNIDIR indépendant et autonome conserve un rôle vital dans la promotion et même la réalisation des objectifs de désarmement qui sont au cœur de la Charte des Nations Unies.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie M^{me} Hitchens de sa déclaration.

Je vais maintenant suspendre la séance afin que nous puissions avoir une discussion interactive avec nos invités dans un cadre informel.

La séance, suspendue à 12 h 10, est reprise à 12 h 30.

Le Président (*parle en arabe*) : La Commission va maintenant entendre les derniers orateurs inscrits sur la liste établie pour le groupe de questions relatif aux armes nucléaires.

M. Istrate (Roumanie) (*parle en anglais*) : Comme je prends la parole pour la première fois, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que les membres du Bureau, de votre élection et vous assurer de la pleine coopération de ma délégation en vue de mener à bien la mission que vous avez fixée pour la présente session de la Première Commission.

J'interviens en ma qualité de Président de la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité

sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015, tenue du 22 avril au 3 mai à Genève, succédant à l'Ambassadeur Cornel Ferut, de la Roumanie, et en tant que Président désigné de la Commission principale II de la Conférence d'examen en 2015.

L'Ambassadeur Ferut n'est plus en mesure de poursuivre la tâche qui lui a été confiée l'année dernière et je saisis cette occasion pour saluer les efforts considérables qu'il a déployés pour s'assurer que les conditions nécessaires au succès des réunions soient en place, et pour tenter de rendre compte des grands axes des débats dans le résumé factuel du Président (NPT/CONF.2015/PC.II/WP.49). Je tiens également à remercier les États parties du Groupe des États d'Europe orientale d'avoir soutenu ma nomination en vue de remplacer M. Ferut. J'espère pouvoir compter sur l'appui de tous les États parties dans cette entreprise importante.

Tout d'abord, je suis convaincu que la deuxième session du Comité préparatoire a considérablement contribué à faire avancer le processus en vue de la troisième session du Comité et de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015. La deuxième session s'est, dans l'ensemble, déroulée comme prévu, malgré un climat considéré comme difficile, avant et durant la session, et qui aurait même pu avoir des répercussions négatives. Nous ne devons en effet pas perdre de vue le fait que le processus d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ne se déroule pas dans un vide politique. La communauté internationale continue d'être confrontée à des problèmes anciens et nouveaux dans les domaines du désarmement nucléaire, de la non-prolifération et de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Tout cela a marqué les cycles d'examen du TNP, et les choses ne vont pas changer aujourd'hui.

Les travaux de la deuxième session du Comité préparatoire se sont en grande partie appuyés sur les solides bases figurant dans les conclusions et les recommandations relatives aux mesures de suivi – ce que l'on appelle le plan d'action – adoptées par consensus à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2010. Le résumé factuel du Président avait pour objectif d'aborder de manière équilibrée et exhaustive les trois piliers du TNP. Le principal but recherché était de maintenir un équilibre entre ces piliers et de veiller à ce que toutes

les questions demeurent pertinentes pour tous les États parties.

Pourtant, la deuxième session du Comité préparatoire a montré que les attentes de nombreux États parties étaient toujours grandes en ce qui concerne le désarmement nucléaire, un pilier du TNP. Des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que les armes nucléaires continuent de jouer un rôle dans les doctrines de sécurité ainsi qu'au sujet du seuil élevé d'alerte, du manque de transparence et de normes en matière de communication de l'information, de l'absence de calendrier précis pour le désarmement nucléaire et de la modernisation constante des armes nucléaires, de leurs vecteurs et des infrastructures connexes. La question des armes nucléaires non stratégiques a également été abordée, et l'accent a été mis sur leur réduction ou leur élimination plutôt que sur la transparence. Comme convenu, l'état d'avancement de l'application des mesures relatives au désarmement figurant dans le plan d'action de 2010 devra être présenté l'année prochaine à la troisième session du Comité préparatoire. Il s'agit d'une occasion à la fois de présenter des résultats et de faire le bilan des progrès réalisés.

Des cas précis de non-respect ont également été examinés dans le cadre de la session tenue à Genève. L'objectif du Président n'était pas de trouver des solutions définitives pour régler toutes les questions sensibles inscrites à l'ordre du jour mais plutôt de mettre en place un cadre permettant aux États de s'attaquer à toutes ces questions sans faire ressortir les divisions. Dans le cadre du cycle d'examen actuel du TNP, nous pouvons nous attendre à ce que le respect du TNP et la mise en œuvre connexe des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique continueront d'être des éléments centraux de ce processus.

Le débat sur les conséquences humanitaires qu'aurait l'emploi d'armes nucléaires a rappelé la vive inquiétude concernant « les dommages inacceptables » que causerait la détonation d'armes nucléaires, y compris les effets à long terme sur le développement socioéconomique. Soixante-dix-huit États se sont associés à la déclaration sur les conséquences humanitaires de ces armes à la deuxième session du Comité préparatoire.

Le Président s'attendait – compte tenu des contacts établis avant la session – à ce que la question de la conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toute autre arme de destruction massive fût un des points les plus

problématiques, en raison de la complexité du sujet et de la frustration ressentie par de nombreux États suite au report de la conférence qui était prévue à Helsinki en décembre 2012. Cependant, un avis largement partagé à la deuxième session du Comité préparatoire a été que, tant que nous nous assurons que nous ne reculons pas, les soubresauts et les retards pourront toujours être surmontés. Nous devons veiller à poursuivre de la sorte et à maintenir le cap.

Je tiens à mettre l'accent en particulier sur les échanges renforcés entre les États parties et la société civile dans le cadre d'une nouvelle formule introduite à la dernière session du Comité préparatoire. Le rôle joué par les organisations non gouvernementales et les centres de réflexion dans la sensibilisation à des questions telles que le désarmement et la non-prolifération nucléaires ainsi que leur capacité de définir des priorités publiques, sont très importants pour avancer dans la réalisation de notre objectif commun de renforcement du régime du TNP. Nous devrions encourager et appuyer davantage leur participation.

Pour terminer, la deuxième session du Comité préparatoire a marqué une étape importante dans la reconnaissance du fait que l'objectif d'un monde sans armes nucléaires est largement admis, que la non-prolifération commence à faire l'objet d'un consensus au niveau de la communauté internationale, et que la demande en faveur d'applications pacifiques de l'énergie nucléaire est très forte, de même que celle relative à des mesures concrètes pour améliorer la sécurité et la sûreté nucléaires.

En dépit de graves difficultés, le TNP reste au cœur du régime mondial de non-prolifération et est un instrument essentiel de notre sécurité collective. Il est évident que le processus d'examen serait renforcé si les États parties pouvaient se montrer plus solidaires des objectifs fondamentaux du Traité, tout en faisant montre de souplesse et d'esprit de compromis s'agissant des moyens de réaliser leurs objectifs. Si nous voulons nous assurer que la Conférence d'examen du TNP de 2015 réponde véritablement à toutes nos aspirations, nous devons nous efforcer à œuvrer de concert.

Je tiens à assurer tous les membres que je compte continuer dans le même état d'esprit et de la même manière que mon prédécesseur, et que je considère que j'ai un rôle de facilitateur et de courtier honnête. Je reste à l'entière disposition de toute délégation ou de tout groupe qui souhaite se réunir avec moi-même et mon équipe.

Permettez-moi d'exprimer l'espoir que la troisième session de la Conférence d'examen du TNP sera couronnée de succès. Les circonstances actuelles sont bien différentes de celles qui étaient en place il y a six mois; l'évolution de la situation et les débats actuellement en cours pourraient ouvrir la voie à une issue positive et fructueuse du cycle d'examen. Je tiens à souhaiter plein succès à l'Ambassadeur Enrique Román-Morey, et je l'assure du plein appui de ma délégation dans l'exécution de son importante tâche.

M. Moktefi (Algérie) (*parle en arabe*) : Qu'il me soit d'emblée permis, Monsieur le Président, de dire comme nous sommes heureux de participer à ce débat sur les armes nucléaires sous votre présidence.

Ma délégation s'associe aux déclarations faites par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés, et par le représentant de Bahreïn au nom du Groupe des États arabes (voir A/C.1/68/PV.10).

L'Algérie réaffirme que le désarmement nucléaire reste sa plus haute priorité et exprime sa vive préoccupation face au danger que posent à l'humanité l'existence des armes nucléaires et l'éventualité de leur emploi ou de la menace de leur emploi.

L'Algérie appelle les États dotés d'armes nucléaires à se conformer pleinement à leurs obligations juridiques, à savoir l'élimination complète et immédiate de leurs armes nucléaires. À cet égard, ma délégation réitère la nécessité de veiller à ce que ces États appliquent les principes de transparence, d'irréversibilité et de vérifiabilité dans toutes les mesures relatives au respect de ces obligations en matière de désarmement nucléaire. Le respect de ces obligations ne doit pas être tributaire des mesures de confiance ou des autres efforts menés dans le domaine du désarmement.

Convaincue que l'élimination complète des armes nucléaires est la seule garantie absolue contre leur emploi ou la menace de leur emploi, l'Algérie appuie la feuille de route proposée par le Mouvement des pays non alignés lors de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire (voir A/68/PV.11), tenue le mois dernier et qui, essentiellement, appelle à l'ouverture urgente à la Conférence du désarmement de négociations sur une convention générale sur les armes nucléaires afin d'en interdire la possession, la mise au point, la fabrication, l'acquisition, les essais, le stockage, le transfert, l'emploi ou la menace de leur emploi, et d'assurer leur destruction.

En attendant l'élimination totale des armes nucléaires, il faut conclure un instrument universel, inconditionnel et juridiquement contraignant sur les garanties de sécurité. Tous les États non dotés d'armes nucléaires doivent effectivement recevoir de la part des États dotés d'armes nucléaires la garantie qu'ils n'emploieront pas ou ne menaceront pas d'employer leurs armes nucléaires.

Ma délégation saisit la présente occasion pour réitérer son attachement au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et pour souligner la nécessité de son universalisation, car il est la pierre angulaire du régime de non-prolifération et de désarmement nucléaires. La délégation algérienne tient aussi à réaffirmer la nécessité de traiter sur un pied d'égalité les trois piliers du Traité : désarmement, non-prolifération et promotion de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

L'application sélective du TNP risque de le vider de sa substance. Il faut également établir un équilibre entre ces trois piliers et leur accorder la même importance. L'Algérie rappelle que les efforts déployés dans l'optique de la non-prolifération nucléaire doivent être menés parallèlement aux initiatives de désarmement nucléaire. À cet égard, nous considérons que le cadre idoine pour régler le problème de la prolifération, ce sont les accords multilatéraux.

La plupart des membres de la communauté internationale ont choisi d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, conformément à l'article IV du TNP. L'énergie nucléaire constitue un choix stratégique pour de nombreux pays en développement, favorise leur développement économique et répond à leurs besoins énergétiques. C'est pourquoi ma délégation réaffirme le droit légitime de ces États de développer la recherche et la production de cette énergie à des fins pacifiques dans le cadre du régime de non-prolifération.

Plusieurs délégations ont exprimé leurs préoccupations face à la lenteur des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action de 2010 du TNP, au cours de la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP de 2015. L'Algérie appelle toutes les parties au Traité à mettre en œuvre le plan d'action adopté par consensus.

Conformément aux termes du TNP, les États dotés d'armes nucléaires doivent honorer leurs obligations spéciales. Ma délégation est également préoccupée par l'absence de progrès réalisés vers la pleine mise

en œuvre des 13 mesures relatives aux obligations en matière de désarmement figurant dans l'article IV du TNP et convenues lors de la Conférence d'examen du TNP de 2000 et réaffirmées dans le plan d'action de la Conférence d'examen du TNP de 2010.

L'Algérie considère que la création de zones exemptes d'armes nucléaires constitue un élément important du régime de non-prolifération et de désarmement nucléaires. C'est pourquoi l'entrée en vigueur du Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique – Traité de Pelindaba – constitue une grande contribution à cet égard. L'Algérie appelle les États dotés d'armes nucléaires qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier le Traité.

Le Moyen-Orient doit suivre l'exemple du Traité de Pelindaba et des autres traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires. C'est pourquoi l'Algérie est déçue que la conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient n'ait pas eu lieu.

La mise en œuvre de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient fait partie intégrante des conclusions de la Conférence d'examen du TNP de 2010. Par conséquent, ma délégation exprime sa vive préoccupation face aux retards accusés pour donner effet à cette résolution, qui reste valable tant que ses objectifs ne seront pas atteints. L'Algérie invite le Secrétaire général et les trois auteurs de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient à tenir des consultations avec les États de la région et à ne ménager aucun effort en vue de la convocation de cette conférence. Nous estimons que tous les États du Moyen-Orient devraient participer à cette conférence pour qu'elle soit couronnée de succès.

Ma délégation tient à souligner l'importance d'une adhésion universelle au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Il s'agirait d'un grand pas en avant dans le contexte du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. À cet égard, ma délégation s'associe à la déclaration finale de la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui s'est tenue à New York le 27 septembre, et exhorte tous les États visés à l'annexe 2 à signer et ratifier ce traité sans plus tarder.

Ma délégation se félicite de la tenue en mars de la Conférence d'Oslo sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires, et nous souscrivons à la déclaration

conjointe qui sera prononcée par le représentant de la Nouvelle-Zélande au nom de plusieurs États Membres sur ce sujet.

M. Diamana (Îles Salomon) (*parle en anglais*) : Je voudrais me joindre aux autres orateurs pour vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que le Bureau, pour votre élection et vous assurer de l'appui de ma délégation pendant toute la durée de votre mandat.

Ma délégation s'associe à la déclaration que fera ultérieurement la Nouvelle-Zélande au nom d'autres pays partageant la même vision. Les Îles Salomon, pays épris de paix, sont attachées à la réalisation de l'objectif d'un monde sans armes nucléaires, tout comme le reste du monde. Nous nous félicitons de la convocation de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire, qui s'est tenue le 26 septembre (voir A/68/PV.11).

Le but de l'Organisation des Nations Unies est de préserver la paix et la sécurité internationales. Ma délégation réitère son appel à l'élimination des armes nucléaires et de toutes les armes de destruction massive. Ma région est une zone exempte d'armes nucléaires en vertu du Traité de 1985 sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud – le Traité de Rarotonga. Ce traité interdit la fabrication, l'installation et les essais d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud. Ma délégation félicite les autres régions qui ont également créé des zones exemptes d'armes nucléaires. Nous avons démontré notre volonté de paix et attendons avec impatience l'avènement d'un monde sans armes nucléaires.

C'est avec passion que ma délégation s'exprime sur cette question parce que trois Membres très puissants de l'ONU ont procédé à des essais d'armes nucléaires dans le Pacifique, dans l'atmosphère et dans le sous-sol, de la fin des années 40 jusqu'à 1996. Ces essais nucléaires dans le Pacifique ont provoqué des déplacements de populations, lesquelles souffrent toujours des séquelles de ces essais sur la santé, qui se traduisent notamment par des malformations congénitales. Ces essais nucléaires ont également pollué l'environnement. L'on ne connaît toujours pas avec exactitude le tribut que devront payer les générations actuelles et futures touchées par les effets des essais nucléaires dans le Pacifique, étant donné que les auteurs de ces essais n'ont pas recueilli les données médicales et environnementales pertinentes.

L'ampleur et la gravité des ravages causés par les armes nucléaires utilisées au cours de la Seconde Guerre mondiale à Hiroshima et Nagasaki, ainsi

que leurs effets dévastateurs, sont bien connus. Ces conséquences humanitaires catastrophiques sont à l'origine de nombreuses résolutions de l'ONU visant à débarrasser l'humanité des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

Ma délégation se félicite des divers cadres internationaux mis en place dans le domaine nucléaire – le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, et la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction. Ces cadres doivent être respectés. Nous regrettons que certains États dotés d'armes nucléaires continuent de se tenir à l'écart de ces cadres internationaux de désarmement. Cette situation affaiblit le multilatéralisme. Seule l'adhésion universelle à ces cadres nous permettra aller de l'avant. Cependant, nous notons avec préoccupation qu'il existe des lacunes dans les instruments de désarmement nucléaire, car ceux-ci ne prévoient pas de mécanismes concrets pour faire face aux conséquences humanitaires, génétiques, sociales et environnementales catastrophiques des armes nucléaires.

Nous notons avec préoccupation qu'en cas d'accident, même l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire a des conséquences humanitaires, génétiques et environnementales. Beaucoup de pays du Pacifique n'ont pas les moyens ni la capacité technologique de mesurer ces conséquences et d'y faire face. Nous suivons

attentivement les effets de la catastrophe nucléaire de Fukushima.

La puissance militaire traditionnelle doit céder le pas au dialogue et à la coopération. Nous pensons nous aussi que les armes nucléaires ne permettent pas d'assurer la sécurité des populations, mais constituent plutôt une menace pour l'humanité. Les armes nucléaires sont toujours un facteur qui exacerbe les menaces à la sécurité. Nous regrettons que les négociations en matière de désarmement n'aient pas abouti à des résultats concrets. Les alliances militaires et l'évolution des positions militaires à l'échelle mondiale, y compris dans le Pacifique, inquiètent vivement les États non dotés d'armes nucléaires. Nous espérons que les mécanismes multilatéraux mis en place permettront de renforcer la confiance et de parvenir à un désarmement nucléaire total et à l'élimination des armes nucléaires dans le monde.

Tout en saluant les efforts consentis par les deux plus grandes puissances nucléaires en vue de réduire leurs arsenaux nucléaires, nous tenons à réaffirmer que l'Agence internationale de l'énergie atomique est la seule autorité compétente pour vérifier et comptabiliser ces efforts louables.

Ma délégation est convaincue que l'avènement d'un monde sans armes nucléaires ne sera possible que grâce au désarmement nucléaire et à l'élimination totale des armes nucléaires, qui constituent la seule garantie absolue contre l'emploi ou la menace d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

La séance est levée à 13 heures.